

S1E11 - La France et la culture du compromis

Progresse en français grâce à l'actualité



Comment ça marche ?

Retrouve la transcription complète de l'épisode ci-dessous 😊

Les mots qui apparaissent en bleu sont expliqués dans l'espace abonnés : [Le français de l'actu](#)

Pour retrouver le détail du vocabulaire, des quiz et des activités complémentaires, rendez-vous [ici](#).



Je me présente en quelques mots :

Je suis Marianne, professeure de Français Langue Étrangère, et je propose des **cours particuliers** ([ici](#)) et des **cours collectifs** ([là](#)), pour t'aider à **gagner en confiance et en fluidité** en français.

Si tu te poses des questions sur le meilleur accompagnement pour toi, je répondrai avec plaisir à tes questions. Contacte-moi à cette adresse :

contact@parlerfrancaisavecmarianne.com

Introduction

En France, quand on s'intéresse à la politique, on ne s'ennuie pas, mais on désespère un peu.

Récemment, nous avons assisté à la démission du gouvernement de François Bayrou, puis à la nomination d'un nouveau premier ministre, Sébastien Lecornu, qui a démissionné 27 jours plus tard, avant d'être de nouveau nommé au poste de premier ministre.

Autant te dire que ce n'est pas très facile pour moi de te proposer un **résumé** clair de l'actualité en français, d'abord parce qu'il se passe beaucoup de choses, et ensuite parce qu'entre l'enregistrement de cet épisode et le moment où tu l'écoutes, peut-être qu'il y aura eu un nouveau premier ministre, une dissolution, de nouvelles élections...bref, la routine.

Alors plutôt que de te décrire des événements que tu connais peut-être déjà, je vais profiter de cet épisode pour répondre à cette question que posent de nombreux médias, en France et à l'étranger : pourquoi est-ce que c'est si difficile pour les partis politiques français de **faire des compromis** ? Pourquoi est-ce qu'ils ne forment pas de larges coalitions, comme dans d'autres pays, pour sortir de cette période d'instabilité ?

On va s'intéresser en particulier à trois éléments d'explication qu'on entend souvent ces dernières semaines : la France serait dans une situation de blocage à cause de l'état d'esprit des Français, à cause de l'égoïsme des partis politiques ou encore à cause des décisions **imprévisibles**, c'est-à-dire difficiles à prévoir, difficiles à anticiper, du président.

Alors, qui sont les coupables ? C'est ce qu'on va découvrir dans cet épisode.

Avant de commencer cette petite **enquête**, cette investigation, je me présente : je m'appelle Marianne et je suis professeure de Français Langue Étrangère.

Dans ce podcast, j'explore des thématiques en lien avec l'actualité, pour t'aider à passer du niveau intermédiaire au niveau avancé en français.

Si tu veux aller plus loin, télécharge la transcription qui est gratuite et abonne-toi au Club du podcast, pour retrouver le détail du vocabulaire, des quiz et des activités sur tous les épisodes du *Français de l'actu*.

Allez, c'est parti !

Le développement

Avant d'interroger les suspects, les potentiels responsables de cette situation, faisons un **état des lieux**. Un état des lieux, c'est un constat, une description d'une situation à un moment donné.

En France, depuis 2022, aucun parti politique n'a de **majorité absolue** à l'Assemblée nationale. Aucun parti n'a plus de la moitié des sièges à l'Assemblée.

La situation **s'est empirée** en 2024, après la dissolution de l'Assemblée nationale. S'empirer, ça veut dire devenir pire. C'est le contraire de "s'améliorer".

L'Assemblée nationale est aujourd'hui très divisée, en trois blocs : la gauche et l'extrême-gauche, le centre et la droite, et enfin l'extrême-droite.

Dans cette configuration, il est très difficile de trouver des accords, des consensus, sur un premier ou une première ministre ou sur un projet de budget.

Ces dernières semaines, c'était d'autant plus difficile que pour former une coalition, chaque camp a posé des **lignes rouges**.

Un ligne rouge, en français, c'est une limite à ne pas dépasser. Dans ce contexte, c'est une condition à respecter obligatoirement avant d'imaginer faire des alliances.

Par exemple, la droite a refusé d'approuver un gouvernement si le premier ministre était de gauche, tandis que la gauche a dit qu'elle censurerait le premier ministre, qu'elle rejetterait le premier ministre s'il n'annonçait pas la suspension de la **réforme des retraites**. D'ailleurs, si tu as suivi l'actualité récente, tu as vu que c'est ce qu'il a fait.

Quand on parle de réforme des retraites, on fait référence à la réforme qui a fait passer l'âge minimum de départ à la retraite en France de 62 à 64 ans en 2023.

Donc tu vois que dans ces conditions, pour le premier ministre, former un gouvernement approuvé par au moins la moitié des députés était un vrai **casse-tête**. Autrement dit, c'était un problème très difficile à résoudre.

Et les conséquences d'une instabilité trop longue sont importantes, puisqu'elle inquiète les pays voisins, qu'elle est mal perçue sur les marchés financiers et qu'elle **érode**, c'est-à-dire détériore, dégrade, la confiance des électeurs envers leurs représentants politiques.

Alors, pourquoi est-ce que c'est si compliqué ? Pourquoi, en France, sur la période récente, les partis politiques **ont-ils dressé**, ont-ils élevé eux-mêmes **des obstacles** à ce dialogue, alors qu'une plus grande culture du compromis s'observe dans d'autres pays, comme en Allemagne par exemple ?

Pour le comprendre, on va analyser ensemble trois éléments d'explication qui ont été donnés dans les médias ces dernières semaines.

D'abord, on entend parfois dire qu'il n'y a pas de culture du compromis en France parce que les Français ont un état d'esprit un peu révolutionnaire, tourné vers la confrontation et le conflit.

Je vais te donner mon point de vue sur le sujet mais, comme d'habitude, j'aimerais que tu prennes le temps de te positionner par rapport à cette opinion. Est-ce que tu es d'accord ou en désaccord ? Et pourquoi ?

Je me lance : selon moi, l'explication d'un caractère supposément révolutionnaire des Français est un peu **simpliste**, un peu caricaturale, pour trois raisons.

(1) D'abord, parce que la culture du compromis a existé et existe encore en France.

Elle a existé quand la France était une République parlementaire, entre 1870 et 1940, puis entre 1946 et 1958. Les partis politiques devaient former des alliances pour constituer des gouvernements.

Cette culture existe encore à d'autres échelles : à l'échelle européenne d'une part, où les Français s'adaptent au fonctionnement du Parlement européen, et à l'échelle locale d'autre part, dans les villes et les groupes de villes qu'on appelle les **intercommunalités** par exemple.

(2) Ensuite, cette analyse me semble simpliste parce qu'elle **met l'accent sur**, elle insiste sur une dimension presque identitaire (les Français, en tant que peuple, auraient des difficultés à faire des compromis) alors que d'après moi, l'explication est avant tout institutionnelle.

Depuis 1958, donc le début de la Cinquième République, il est très rare de devoir faire des compromis parce qu'il est très rare de ne pas avoir de majorité absolue à l'Assemblée nationale. En général, une majorité de députés approuvent la politique du gouvernement. Je ne vais pas entrer dans le détail, mais ça s'explique notamment par les règles électorales et par le calendrier électoral.

Donc cette culture de confrontation entre une majorité gouvernementale et des partis d'opposition n'est pas quelque chose d'**inné**, de naturel. Elle s'est construite progressivement, dans un contexte où il n'y avait pas besoin de faire des compromis pour gouverner.

(3) Enfin, quand on demande aux Français ce qu'ils veulent, on se rend compte qu'ils sont, pour la plupart, en faveur d'une plus grande stabilité. Tu peux l'entendre dans le **micro-trottoir**, c'est-à-dire l'interview de passants, que je te partage en description. C'est une vidéo intéressante si tu veux pratiquer ta compréhension orale.

Tu peux également en faire le constat dans l'enquête de l'institut Elabe, réalisée en janvier 2025 pour le journal *Les Échos*. Les enquêteurs ont posé cette question : "Les oppositions doivent-elles faire des compromis sur le budget et ne pas voter la censure ?", c'est-à-dire ne pas rejeter le gouvernement. Les deux tiers, donc 66%, des Français interrogés ont répondu...oui. Oui, les partis doivent faire des compromis.

Passons au deuxième élément d'explication. Le responsable de l'absence de compromis ne serait pas l'état d'esprit révolutionnaire des Français, mais l'égoïsme des partis politiques.

Les partis politiques ne penseraient qu'à leurs propres intérêts et ils refuseraient de faire des compromis pour ne pas partager le pouvoir.

Là encore, c'est une explication qu'on entend beaucoup. Les partis sont très critiqués dans leur gestion de cette crise.

Et effectivement, parfois, il y a de quoi être exaspéré par des alliances qui ne durent pas, par des **querelles**, c'est-à-dire des disputes, des conflits, qui sont **stériles**, sans intérêt, ou encore par des batailles de pouvoir entre des députés d'un même camp.

Face à cette situation, dans les médias et les discussions quotidiennes, il semble y avoir un consensus pour dire que les partis devraient dépasser leurs désaccords et travailler ensemble pour l'intérêt général.

C'est une solution intéressante, mais j'aimerais te présenter une opinion critique pour que tu puisses t'entraîner à réagir, en français, à ce type d'argument.

Voici ce que je veux te partager : derrière ces batailles entre les partis, qui ressemblent à des batailles d'ego, il y a de vraies divergences politiques, de vrais désaccords politiques.

Par exemple, pour le dire simplement, la droite veut baisser les impôts et les **prestations sociales**, alors que la gauche cherche plutôt à augmenter les impôts pour maintenir ces prestations.

Ce sont deux programmes politiques complètement différents. Dans ces conditions, **trouver un terrain d'entente**, c'est-à-dire trouver des accords, faire des compromis entre les partis, peut donner une mauvaise impression aux électeurs.

Ça peut donner l'impression que les responsables politiques **trahissent**, qu'ils ne respectent pas, les promesses qu'ils ont faites aux électeurs.

Pour les partis, le compromis est donc compliqué à assumer, en particulier dans un contexte où les élections présidentielles approchent et où on constate une forte **défiance**, c'est-à-dire un manque de confiance, des électeurs vis-à-vis de leurs représentants politiques.

Pour ne te donner qu'un chiffre, d'après une enquête réalisée par l'institut Ipsos en novembre 2024, seulement 22% des Français interrogés déclarent avoir confiance en leurs députés, alors qu'ils étaient 36% en 2022. Si tu veux aller plus loin, sache que toutes les enquêtes que je te cite dans cet épisode sont dans la description.

Autrement dit, dans l'esprit d'une partie des Français, **il n'y a qu'un pas**, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'une toute petite différence, entre le compromis et la compromission.

Le **compromis**, c'est le fait de trouver un accord, de faire des concessions, tandis que la **compromission**, c'est le fait de ne pas respecter ses principes et ses engagements et d'agir pour son intérêt personnel. Tu vois la différence ?

Pourtant, il faudra bien sortir, d'une façon ou d'une autre, de cette période d'instabilité, parce qu'aujourd'hui, aucun des trois blocs de l'Assemblée n'a la capacité d'imposer son programme aux autres.

On verra dans les prochaines semaines quelle issue est donnée à la crise, si les concessions du premier ministre suffisent à apaiser les choses. En attendant, analysons ensemble un dernier élément d'explication : et si le responsable de cette situation était le président ?

Voici le troisième et dernier élément d'explication auquel nous nous intéresserons : c'est le président Emmanuel Macron qui empêche les compromis, à cause de ses décisions imprévisibles, c'est-à-dire difficiles à prévoir, à anticiper.

C'est une explication qu'on entend beaucoup, parce que dernièrement, les décisions d'Emmanuel Macron **ont déconcerté** les femmes et les hommes politiques, les médias et les citoyens. Déconcerter, ça veut dire troubler, plonger dans l'incertitude, surprendre, mais en général, pas de façon positive.

D'abord, en juin 2024, il a dissous l'Assemblée nationale et convoqué de nouvelles élections législatives, ce qui a surpris tout le monde. C'était une décision risquée et qui a conduit à la situation qu'on connaît aujourd'hui.

Ensuite, il a attendu deux mois avant de nommer un premier ministre, Michel Barnier, qui n'est pas issu de la première force politique de l'Assemblée, c'est-à-dire de l'union des partis de gauche.

Les premiers ministres suivants ont été nommés sans concertation, de façon unilatérale et toujours dans son propre camp politique alors qu'il est très loin d'avoir la majorité à l'Assemblée.

Alors, on pourrait se dire : oui, mais il respecte la Constitution. C'est vrai, mais la Constitution expose des règles générales, qui peuvent être appropriées, interprétées.

Ici, Emmanuel Macron a choisi pendant des mois de se placer au centre du jeu politique, alors qu'il aurait pu adopter une position d'arbitre, comme ça s'observe dans d'autres pays, pour laisser les députés se mettre d'accord sur un premier ou une première ministre.

On pourrait également se dire : oui, mais les Français veulent un président fort, qui prenne des décisions. À chaque élection présidentielle, ils attendent la venue d'un homme ou d'une femme **providentiel(le)**, c'est-à-dire de quelqu'un qui trouve une solution à tous les problèmes du pays. Finalement, Emmanuel Macron répond à cette demande.

Là aussi, je serais plus nuancée : les Français attendent beaucoup des élections présidentielles parce que les occasions de participer au débat public, au débat démocratique, ne sont pas nombreuses. Ils votent tous les 5 ans pour leur président et leurs députés, et doivent ensuite attendre l'élection nationale suivante.

Par ailleurs, on note qu'il y a une attente d'une plus grande participation : d'après une étude du Cevipof, un centre de recherches de Sciences Po, de février 2025, 71% des Français interrogés estiment que le système politique fonctionnerait mieux si les citoyens étaient plus associés aux grandes décisions politiques.

La conclusion

En conclusion, la France est actuellement dans une période d'incertitude politique, marquée par une difficulté à faire des compromis.

Cette difficulté a des causes multiples et complexes : elle s'explique notamment par l'organisation des pouvoirs en France, par les divisions qui existent dans la société et par les pratiques des responsables politiques français.

C'est une incertitude qui a des conséquences négatives, mais qui a aussi un avantage : celui de nous amener à nous poser des questions sur nos institutions, sur l'état de notre démocratie et sur la participation des citoyens à la politique.

Je te remercie d'avoir écouté cet épisode jusqu'au bout. J'espère qu'il t'a plu et qu'il te permettra de formuler ta propre opinion sur le sujet en français, grâce à du vocabulaire de niveau avancé.

Dans la description, tu trouveras le lien vers la transcription gratuite, vers l'espace abonnés et enfin vers les articles et les enquêtes qui m'ont permis d'écrire cet épisode.

S'il t'a plu, n'oublie pas de le partager et de le noter. On se retrouve dans deux semaines pour un nouvel épisode du podcast. À bientôt !